

NAOMI KLEIN

TOUT PEUT
CHANGER

*Capitalisme et
changement climatique*

essai traduit de l'anglais (Canada)
par Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé

ACTES SUD/**LUX**

*Il nous faut garder à l'esprit que l'œuvre à laquelle nous travaillons
est plus vaste que la crise du climat. Nous devons porter
notre regard plus loin, plus en profondeur.
Pour être honnête, il est question ici de transformer
complètement notre façon d'habiter cette planète.*

Rebecca TARBOTTON,
directrice générale du Rainforest Action Network, 1973-2012¹

*Dans mes livres, j'ai imaginé des gens qui salent le Gulf Stream,
construisent des barrages pour empêcher l'inlandsis du Groenland
de glisser dans la mer, pompent l'eau des océans dans les cuvettes asséchées
du Sahara et de l'Asie pour créer des lacs salés, pompent la glace fondue
de l'Antarctique vers le nord pour l'alimenter en eau douce,
créent des bactéries génétiquement modifiées pour que les racines des arbres
puissent capter plus de carbone, soulèvent la Floride de dix mètres
pour la sauver de l'engloutissement et, chose la plus difficile
d'entre toutes, transforment le capitalisme de fond en comble.*

Kim Stanley ROBINSON, auteur de science-fiction, 2012²

D'une manière ou d'une autre, tout est en train de changer

En matière d'évolution du climat, la plupart des projections présupposent que les changements à venir (les émissions de gaz à effet de serre, la hausse des températures et leurs conséquences, comme l'augmentation du niveau de la mer) se produiront graduellement. Telle quantité d'émissions provoquera telle hausse des températures qui entraînera telle augmentation progressive du niveau de la mer. Toutefois, les données climatiques tirées des profils géologiques font état de cas où un changement relativement mineur touchant à un seul élément du climat bouleverse le système dans son ensemble. Autrement dit, au-delà d'un certain seuil, une augmentation des températures pourrait provoquer des changements brusques, imprévisibles et potentiellement irréversibles dont les conséquences, à grande échelle, seraient dévastatrices. À cette étape, même en admettant qu'on cesse complètement d'ajouter du CO₂ dans l'atmosphère, des processus potentiellement irréversibles seraient déjà enclenchés. On peut comparer la situation à une panne soudaine de la direction et des freins d'une voiture : dès lors, le conducteur n'a plus la moindre prise ni sur le problème ni sur ses conséquences.

Rapport de l'Association américaine pour l'avancement des sciences, le plus grand regroupement de scientifiques du monde, 2014³

J'adore cette odeur d'émissions!

Sarah PALIN, 2011⁴

UNE VOIX SORT de l'interphone : « Les passagers du vol 3935 au départ de Washington et à destination de Charleston sont priés de bien vouloir récupérer leurs bagages à main et de descendre de l'avion. »

Rassemblés sur le tarmac brûlant, les passagers constatent un phénomène insolite : les roues du jet de US Airways se sont enfoncées dans l'asphalte comme dans du ciment frais. Et si profondément que la dépanneuse n'a pas réussi à dégager l'appareil. La compagnie espère que, délesté de ses 35 passagers, l'avion sera assez léger pour être déplacé. Mais la manœuvre échoue. Un passager poste une photo : « Pourquoi mon vol est-il annulé ? Parce

qu'il fait une telle chaleur à Washington que notre avion s'est englué dans l'asphalte⁵ ! »

Plus tard, un camion plus puissant viendra remorquer l'appareil, avec succès cette fois. L'avion finira par décoller, avec trois heures de retard. Un porte-parole de la compagnie aérienne attribuera l'incident à « une température très inhabituelle⁶ ».

L'été 2012, en effet, s'est avéré exceptionnellement chaud (tout comme le précédent et le suivant, d'ailleurs). Et la cause n'en est guère mystérieuse : l'usage massif de combustibles fossiles auxquels, tant par obligation que par nécessité, la compagnie US Airways persiste à recourir malgré de fâcheux inconvénients tels que la liquéfaction du tarmac. L'ironie de la situation, à savoir que l'utilisation de ces combustibles modifie si radicalement le climat que ce dernier en vient à entraver le recours auxdits combustibles) n'a empêché ni les passagers du vol 3935 de remonter à bord et de poursuivre leur voyage, ni les grands médias qui couvraient l'incident de s'abstenir de faire mention de la crise du climat.

Rien ne m'autorise à juger ces passagers : en ultra-consommateurs que nous sommes et où que nous habitons, nous étions tous symboliquement à bord du vol 3935. Confrontés à une crise qui menace notre survie en tant qu'espèce, nous persistons avec zèle dans les activités mêmes qui l'ont provoquée. À l'instar de la compagnie aérienne affrétant un remorqueur plus puissant pour libérer son avion, l'économie mondiale redouble d'ardeur. Les ressources classiques ne suffisant plus, elle se tourne vers des types encore plus néfastes de combustibles fossiles : pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta ou des forages en eaux profondes, gaz obtenu par fracturation hydraulique, charbon extrait de montagnes fracassées à l'explosif, et ainsi de suite.

Pendant ce temps, chaque mégacatastrophe naturelle prodigue son lot d'instantanés sardoniques d'un climat de plus en plus inhospitalier pour des industries précisément responsables du réchauffement planétaire. Qu'on pense aux inondations historiques de Calgary qui, en 2013, ont paralysé les sièges sociaux des sociétés pétrolières exploitant les sables bitumineux et bloqué un convoi chargé d'hydrocarbures inflammables sur un pont ferroviaire en train de céder. Ou à la sécheresse qui, un an auparavant, a frappé le Mississippi, faisant baisser le niveau du fleuve au point que des barges de pétrole et de charbon sont restées immobilisées pendant des jours, jusqu'à ce que le corps des ingénieurs de l'armée de terre vienne leur draguer un chenal (en puisant dans les fonds alloués à la reconstruction des infrastructures endom-

magées lors de l'inondation historique qui avait touché ce même fleuve l'année précédente). Qu'on pense encore aux centrales au charbon qui, en divers endroits des États-Unis, ont été fermées temporairement parce que les rivières servant à leur refroidissement étaient soit trop chaudes, soit à sec.

De tels paradoxes font désormais partie de la vie quotidienne en cette époque troublée où une crise que nous avons résolument ignorée nous éclate au visage – sans toutefois nous empêcher de continuer à nous livrer, plus frénétiquement que jamais, aux pratiques qui en sont la cause même.

J'ai nié l'ampleur de la crise du climat pendant plus longtemps que je n'oserais l'admettre. J'étais bien sûr consciente de son existence, contrairement à Donald Trump et aux sympathisants du Tea Party, pour qui le retour de l'hiver apporte chaque année la preuve de la mystification qui serait à l'œuvre. Mais je n'en avais qu'une vague idée, me contentant de survoler la plupart des reportages sur le sujet, en particulier les plus terrifiants. Je me disais que la climatologie était une science trop complexe et que les environnementalistes étaient là pour s'en occuper. Et je continuais à faire comme s'il n'y avait rien de mal à disposer, bien rangée dans mon portefeuille, d'une rutilante carte plastifiée attestant de mon appartenance à l'« élite » des grands voyageurs.

Nous sommes nombreux à être, de la sorte, dans le déni du changement climatique, nous contentant de lui accorder un instant d'attention avant d'en détourner le regard – quand nous ne choisissons pas d'en faire un motif de plaisanterie (« L'apocalypse est à nos portes! »), ce qui revient à peu près au même.

Il nous arrive également de nous raconter des histoires rassurantes sur le génie humain et sa capacité à enfanter de miraculeuses technologies susceptibles d'aspirer sans encombre tout le gaz carbonique du ciel ou d'atténuer par magie la chaleur du soleil. C'est là une autre forme de déni, allais-je découvrir au cours des recherches engagées pour ce livre.

Une autre option consiste à envisager dûment la crise, mais sur le mode hyper-rationnel: « Dollar pour dollar, mieux vaut accorder la priorité au développement économique sur le changement climatique, puisque la richesse constitue le meilleur bouclier contre des conditions météorologiques extrêmes. » Comme si le fait de posséder quelques dollars de plus pouvait faire la différence quand la ville où vous habitez est sous les eaux! Encore une forme de déni, très caractéristique, quant à elle, de la politique.

Une autre option consiste à nous dire trop accaparés par notre propre vie pour nous soucier d'un problème aussi lointain, aussi abstrait. (Et ce, même si nous avons vu l'eau envahir les tunnels du métro de New York et les habitants de La Nouvelle-Orléans se réfugier sur leurs toits, même si nous savons que nul n'est à l'abri – et les plus démunis encore moins.) Aussi compréhensible soit-elle, cette attitude est encore une forme de déni.

Une autre option encore consiste à prendre la crise en compte tout en se disant que la seule solution est de modifier nos comportements – en recourant à la méditation, aux marchés « bios », et en prônant la suppression de la voiture, mais en « oubliant », ce faisant, d'essayer de changer pour de bon le système responsable de la crise, au motif qu'un tel projet serait irréaliste ou véhiculerait trop d'« énergie négative ». C'est ainsi que, même si nous sommes persuadés de garder les yeux grand ouverts dans la mesure où nombre de ces modifications apportées à notre mode de vie font, de fait, partie de la solution, l'un de nos yeux demeure bel et bien fermé.

Il nous arrive aussi d'avoir *vraiment* les yeux ouverts, sauf que, immanquablement, cela ne dure pas, et que nous continuons ainsi d'osciller entre prise de conscience et amnésie. Car le dérèglement climatique est une réalité qu'il est difficile de garder à l'esprit bien longtemps. Cette amnésie écologique intermittente est parfaitement rationnelle : nous nions la crise du climat parce que nous craignons qu'elle ne vienne tout bouleverser. Ce en quoi nous n'avons d'ailleurs pas tort⁷.

Nous savons que, si nous continuons, comme à présent, à laisser les émissions de gaz à effet de serre (GES*) augmenter d'année en année, le réchauffement planétaire va bouleverser tout ce dont est fait notre monde. Il est plus que probable que de grandes villes se verront englouties et des cultures ancestrales immergées sous les flots, que nos enfants passeront une bonne partie de leur vie à fuir ou à tenter de se remettre de tempêtes effroyables et de sécheresses extrêmes. Et nous n'avons pas grand-chose à faire pour qu'un tel avenir se concrétise. En fait, il suffit de ne rien faire et de poursuivre sur notre lancée, à savoir attendre le salut des technologies, continuer à cultiver notre potager ou nous raconter

* Sauf indication contraire (comme c'est le cas ici), les notes en bas de page sont de Naomi Klein. La mention « [NdÉ] » en fin de note indique qu'il s'agit d'une note de l'éditeur, la mention « [NdT] » désigne une note des traducteurs. Tous les sigles et acronymes utilisés dans le texte sont définis dans la liste intégrée en début d'ouvrage. [NdÉ]

que nous sommes malheureusement trop occupés pour prendre la situation en main.

Il suffit que nous ne réagissions *pas* comme s'il s'agissait d'une crise avérée. Il suffit de continuer à nier l'ampleur de notre effroi. C'est ainsi que, petit à petit, nous atteindrons le point de bascule que nous redoutons par-dessus tout, et dont nous avons systématiquement détourné le regard. Sans avoir rien de particulier à faire.

Il existe des moyens de se prémunir contre un avenir aussi sombre ou, du moins, d'en atténuer significativement le caractère funeste. À condition de tout changer de fond en comble. Ce qui implique, pour les consommateurs à outrance que nous sommes devenus, une mutation complète, tant de notre mode de vie que du fonctionnement de l'économie, voire des discours que nous tenons quant à notre place sur la Terre. La bonne nouvelle, c'est que bon nombre de ces moyens n'ont rien de catastrophique. Qu'ils sont même absolument passionnants. Mais il m'a fallu beaucoup de temps pour en prendre conscience.

Je me souviens du moment précis où j'ai cessé de détourner mon regard des enjeux climatiques, ou, du moins, où je l'ai laissé s'y attarder. C'était en avril 2009, à Genève. Je devais rencontrer, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'ambassadrice bolivienne, une femme étonnamment jeune répondant au nom d'Angélica Navarro Llanos. Parce que la Bolivie est un pays pauvre dont le budget consacré aux affaires internationales est très modeste, Navarro Llanos venait de se voir confier le dossier du climat, qui s'ajoutait à ses responsabilités relatives au commerce extérieur. Alors que nous déjeunions dans un restaurant chinois presque désert, elle m'a expliqué (en se servant de ses baguettes pour dessiner un graphique de l'évolution des émissions de GES) qu'elle considérait le dérèglement climatique comme une terrible menace pour son peuple, mais aussi comme une opportunité.

Une menace pour des raisons évidentes : la Bolivie dépend en grande partie de glaciers pour son approvisionnement en eau potable et l'irrigation de ses terres, et les blancs sommets des montagnes qui en surplombent la capitale sont en train de virer au gris-brun à un rythme alarmant. Quant à l'opportunité, m'a expliqué Navarro Llanos, elle résidait dans le fait que les pays comme le sien, ayant peu contribué à l'emballement des émissions, étaient dès lors en position de se déclarer « créanciers climatiques », de sorte que l'argent et le soutien technique des grands émetteurs allaient leur permettre de couvrir les coûts

exorbitants induits par les catastrophes attribuables au climat et de se développer en empruntant la voie des énergies vertes.

Dans le cadre d'une conférence des Nations Unies sur le climat, l'ambassadrice venait de prononcer un discours où elle exposait ses arguments en faveur de tels transferts de richesse, discours dont elle m'a remis une copie et où on lisait :

Des millions de personnes qui vivent sur de petites îles, dans les pays les moins avancés ou dans des États enclavés, de même que des collectivités vulnérables du Brésil, de l'Inde, de la Chine et d'un peu partout dans le monde subissent les conséquences néfastes d'un problème auquel elles n'ont pas contribué. [...] Pour inverser la courbe des émissions d'ici dix ans, il nous faut une mobilisation massive, la plus importante de tous les temps. Il nous faut un plan Marshall pour la planète. Ce plan devra prévoir des transferts financiers et technologiques d'une ampleur inédite; il devra apporter la technologie sur le terrain, dans chaque pays, pour assurer à la fois la réduction des émissions et l'amélioration de la qualité de vie des populations. Nous n'avons qu'une dizaine d'années devant nous⁸.

Un plan Marshall pour la planète coûterait évidemment très cher : des centaines, voire des milliers de milliards de dollars (Navarro Llanos s'est montrée réticente à énoncer des chiffres précis). On aurait pu penser qu'un tel coût, à lui seul, vouait le plan à l'échec dans la mesure où, en 2009, la crise financière mondiale battait son plein. Cela étant, l'implacable logique de l'austérité consistant à faire assumer le sauvetage des banques par les populations en procédant à des licenciements dans le secteur public, en fermant des écoles, etc., n'était pas encore entrée dans les mœurs, de sorte que loin de faire apparaître les idées de Navarro Llanos comme irréalistes, la crise avait l'effet inverse.

Nous venions tous d'assister à la mobilisation de milliers de milliards de dollars organisée par les élites dès lors que ces dernières eurent décidé de déclarer l'état de crise. Si on laissait les banques faire faillite, nous avait-on affirmé, le reste de l'économie s'effondrerait. C'était une question de survie collective, et il fallait donc trouver l'argent sans attendre. Dans le processus, des mythes économiques parmi les plus tenaces furent mis à nu (« Besoin d'argent ? Imprimez-en ! »). Quelques années auparavant, dans la foulée des attentats du 11-Septembre, nombre de gouvernements avaient fait appel au trésor public dans un esprit similaire et, dans nombre de pays occidentaux, les contraintes budgétaires ne les avaient empêchés ni de multiplier les mesures de surveillance et les politiques sécuritaires sur leur propre territoire, ni de se lancer dans de coûteuses guerres à l'étranger.

Jamais le dérèglement climatique n'a fait l'objet de pareil traitement de la part de nos dirigeants, quand bien même il risquerait de faire beaucoup plus de morts que l'effondrement de grandes banques et autres gratte-ciel. La réduction des émissions de GES (qui selon les scientifiques permettrait d'atténuer considérablement le risque de catastrophe) se voit considérée comme une simple recommandation ou relevant d'actions que l'on peut reporter indéfiniment. Manifestement, pour qu'une crise devienne une crise, les rapports de pouvoir et les priorités établies ont autant d'importance que les faits concrets. Mais, en l'occurrence, nous n'avons pas à nous contenter d'agir en spectateurs : les politiciens ne sont pas seuls à détenir le pouvoir de déclarer une crise. Les mouvements citoyens de masse sont également en mesure de le faire.

L'esclavage n'avait rien d'une crise aux yeux des élites britanniques et américaines avant que le mouvement abolitionniste n'établisse qu'il en était bien une. Même chose pour la ségrégation raciale, la discrimination sexuelle et l'apartheid avant que le mouvement des droits civiques, le féminisme et le mouvement antiapartheid n'entrent en scène.

De la même façon, si suffisamment d'entre nous cessons de détourner les yeux et décidons que le dérèglement climatique constitue bel et bien une crise nécessitant une intervention de l'ordre du plan Marshall, alors elle sera perçue comme telle, et la classe politique n'aura d'autre choix que de réagir, tant en rendant possible l'allocation de ressources qu'en infléchissant les lois du libre marché qui se révèlent si flexibles dès que les intérêts de l'élite sont en jeu – ce dont nous avons parfois un aperçu lorsqu'une catastrophe met un temps les enjeux climatiques sur le devant de la scène. « Pour une opération de secours de cette ampleur, l'argent n'est en aucun cas la question. Nous y mettrons tout l'argent qu'il faudra », déclarait le premier ministre britannique David Cameron (M. Austérité en personne) en février 2014, alors que de vastes régions d'Angleterre subissaient des inondations historiques et que la population reprochait son incurie au gouvernement⁹.

En écoutant Navarro Llanos m'exposer la situation du point de vue de la Bolivie, j'ai commencé à comprendre à quel point le dérèglement climatique pourrait, si on le considérait, au même titre que ces terribles inondations, comme une véritable urgence planétaire, devenir une force dynamisante pour l'espèce humaine. Grâce aux ressources qu'il conviendrait d'investir pour mettre fin sans délai à l'ère des combustibles fossiles et se préparer à des épisodes météorologiques extrêmes, des pans entiers de l'humain

nité pourraient sortir de la pauvreté en obtenant des services qui leur font cruellement défaut aujourd’hui, comme l’eau potable et l’électricité. Une telle vision de l’avenir va bien au-delà de la question de la simple survie ou de la résistance aux bouleversements climatiques, bien au-delà des mesures d’« atténuation » et d’« adaptation » dont les rapports des Nations Unies font état dans leur lugubre jargon. C’est une vision qui nous incite à nous servir collectivement de cette crise pour faire le grand saut et bâtir un monde autrement plus accueillant que celui d’aujourd’hui.

Après ma conversation avec l’ambassadrice bolivienne, je me suis rendu compte que je ne redoutais plus de m’immerger dans la réalité scientifique de la menace climatique et, cessant d’éviter les travaux sur le sujet, je me suis mise à lire tout ce qui me tombait sous la main. J’ai également cessé de considérer le problème comme la chasse gardée des environmentalistes et de me dire qu’il s’agissait d’une question qui en concernait d’autres. Et, en discutant avec des membres du mouvement pour la justice climatique, qui compte de plus en plus de sympathisants, j’ai découvert en quoi l’enjeu pouvait devenir, à bien des égards, un catalyseur de changements bénéfiques et le meilleur argument dont les progressistes aient jamais disposé pour faire valoir leurs revendications. La crise du climat pouvait en effet offrir la possibilité de rebâtir et de raviver les économies locales, de libérer nos démocraties de l’emprise destructrice des géants du secteur privé, d’empêcher l’adoption d’accords de libre-échange néfastes et de renégocier ceux qui étaient déjà en vigueur, d’investir dans les infrastructures publiques les plus mal en point, tels les transports en commun et le logement social, de se réappropriier des services publics essentiels comme l’énergie et l’eau potable, d’assainir le secteur agricole, d’ouvrir les frontières aux réfugiés climatiques et de respecter les droits territoriaux des peuples autochtones[†]. Autant de mesures susceptibles de contribuer à mettre fin aux extravagantes inégalités sociales et territoriales qui déchirent le monde actuel.

† Au Québec et au Canada, les premiers occupants du territoire nord-américain sont aujourd’hui généralement désignés sous le nom d’« Autochtones » (plutôt que d’Amérindiens, d’Indiens, d’indigènes ou d’aborigènes), et les peuples auxquels ils appartiennent sont appelés « premières nations » ou « peuples autochtones ». Au singulier, le terme « première nation » peut désigner une aire culturelle (par exemple, les Cris) ou un groupe plus précis (par exemple, la première nation crie de Beaver Lake), qui, dans certains cas, se qualifie de « bande » (par exemple, la bande Neskonalith). Les termes retenus dans le présent ouvrage sont ceux sous lesquels se désigne elle-même chaque première nation. [NDT]